



En tant que cabinet, Deloitte reconnaît le contexte dynamique du secteur des actifs numériques, qui ne cesse d'évoluer. Le présent document présente le point de vue de Deloitte sur le projet Libra, créé par l'association Libra en juin 2019¹, dans l'optique de divers domaines d'affaires et régions. Le point de vue contenu dans le présent document est fondé sur des recherches et des analyses réalisées entre le 18 juin 2019 et le 20 novembre 2019.

Deloitte et la chaîne de blocs

Chez Deloitte, nos gens collaborent à l'échelle mondiale avec des clients, des organismes de réglementation et des décideurs politiques pour comprendre la façon dont la chaîne de blocs et les actifs numériques changent l'environnement des entreprises et des gouvernements. De nouveaux écosystèmes mettent en place une infrastructure et des solutions dans le but de créer des modèles d'affaires innovants et de perturber les modèles traditionnels. Ce phénomène se manifeste partout dans le monde, tous secteurs confondus. Notre sens aigu des affaires et nos services de premier plan en audit et certification, consultation, fiscalité et gestion des risques ainsi que nos services-conseils aident les organisations de tous les secteurs à réaliser leurs divers objectifs liés à la chaîne de blocs. Communiquez avec nos leaders pour discuter de l'évolution constante de la chaîne de blocs et des actifs numériques, établir l'ordre de priorité de vos initiatives, et comprendre comment gérer les occasions et les irritants associés à la démarche d'adoption de la chaîne de blocs.

[Discutons-en.](#)



Libra : une nouvelle proposition audacieuse

Le projet Libra est une **nouvelle proposition audacieuse**, dont le but est de créer une infrastructure financière de base visant à simplifier les mouvements de fonds et le commerce à l'échelle mondiale et à **favoriser l'inclusion financière**.

L'évolution de l'infrastructure financière est marquée par des moments charnières. Certains de ces moments étaient liés à des événements soudains observés sur le marché. Des paniques financières au début du 20^e siècle ont mené à la création de la Réserve fédérale américaine². La crise financière de 2008 et de 2009 a entraîné une réforme à l'échelle mondiale dans le secteur bancaire³. D'autres moments étaient liés à des conditions économiques de longue date. De nombreux pays ont adopté le système étalon-or pour assurer la stabilité à long terme des prix face à des conditions d'inflation et d'hyperinflation. La création d'un système de monnaie fiduciaire avait pour but de renverser en partie les limites découlant de ce système.

Les technologies numériques émergentes, quant à elles, ont également inspiré des changements profonds dans l'infrastructure financière, y compris l'interaction des gens avec les institutions, ce que cela signifie d'être une entreprise bien établie au sein de l'écosystème financier et la manière dont toute valeur est caractérisée.

En effet, ces dernières années, les technologies numériques ont rendu possible une nouvelle catégorie d'actifs appelés les « actifs numériques ». Un actif numérique se définit comme suit : « un élément représenté sous une forme numérique et ayant une valeur intrinsèque ou acquise ». Il n'y a pratiquement pas de limite quant à ce qui peut être caractérisé comme étant numérique et, par le fait même, qui peut être considéré comme un actif numérique. Citons à titre d'exemples les terrains, les biens, les certificats, l'identité, les œuvres d'art et de littérature, les récompenses, et même les monnaies, entre de nombreux autres. Depuis quelques années, le terme « actif numérique » englobe aussi les actifs représentés, détenus et négociés sur un réseau de chaîne de blocs ou de type chaîne de blocs.

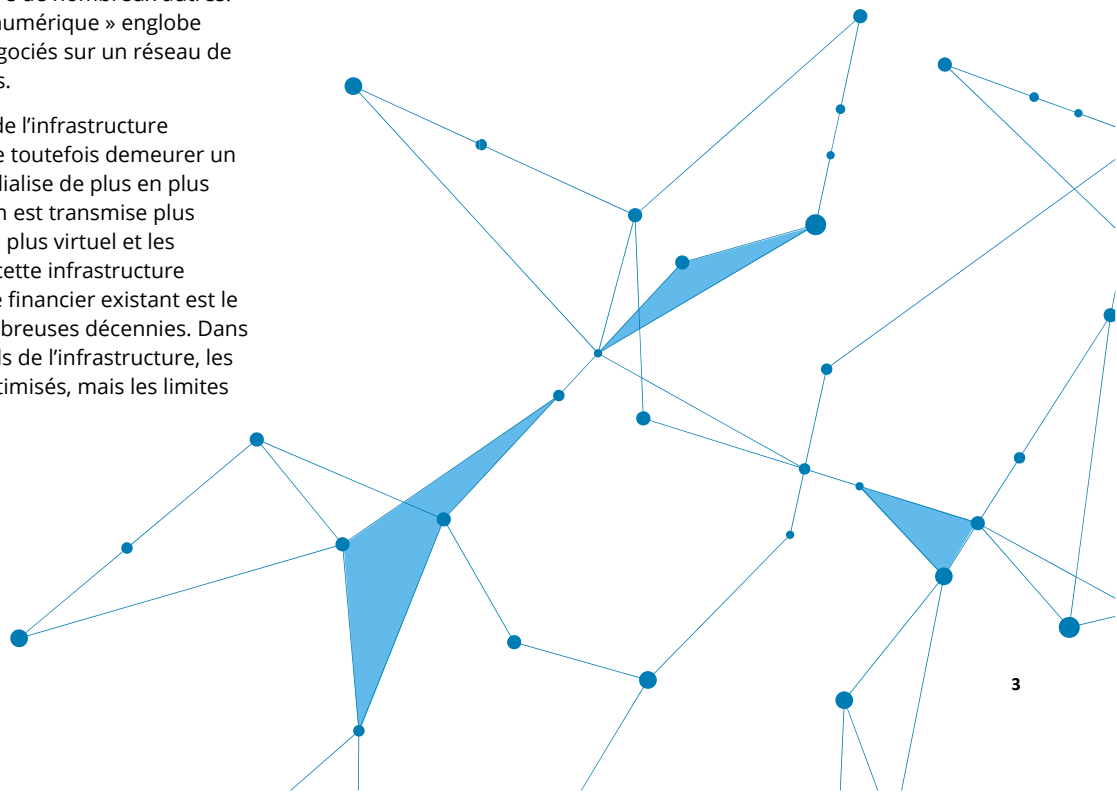
Malgré tous les progrès réalisés à l'égard de l'infrastructure financière existante, cette dernière semble toutefois demeurer un obstacle dans un écosystème qui se mondialise de plus en plus rapidement et au sein duquel l'information est transmise plus rapidement, le travail devenant de plus en plus virtuel et les frontières géographiques s'estompant. Si cette infrastructure constitue un obstacle, c'est que le système financier existant est le fruit d'une évolution prudente sur de nombreuses décennies. Dans ce système, les intermédiaires traditionnels de l'infrastructure, les délais des transactions et les frais sont optimisés, mais les limites structurelles demeurent intactes.

C'est pourquoi le projet Libra a vu le jour. Il pourrait représenter un jalon important d'innovation sur le plan de l'infrastructure financière introduite au cours du siècle dernier. Ce projet est une nouvelle proposition audacieuse; son objectif consiste à créer une infrastructure financière adaptée au nouvel écosystème mondial.

Selon les leaders du projet Libra, ce dernier consiste à créer un outil de paiement qui facilitera la création d'un système mondial de paiement plus connecté, éliminera les inefficacités relatives aux mouvements de fonds et au commerce à l'échelle mondiale, et favorisera l'inclusion financière et la participation à l'économie. Au cœur de ce projet se trouve l'outil Libra – un actif numérique avec une portée mondiale qui est soutenu par un panier de monnaies et de quasi-monnaies détenues dans la réserve Libra⁴.

Récemment, les leaders du projet ont exploré d'autres formes d'actifs numériques ayant des liens plus serrés avec les monnaies fiduciaires nationales en vue d'instaurer le réseau Libra⁵.

Au départ, le lancement du réseau Libra était prévu pour la première moitié de 2020, mais les leaders du projet ont indiqué qu'ils comptaient s'assurer d'obtenir d'abord des réponses à toutes les questions réglementaires⁶.



L'Association Libra : envergure, portée et capital de marque

Grâce à ses membres répartis **partout dans le monde** ainsi qu'à **l'envergure et à la portée sans précédent** de ses collaborateurs, Libra devrait se démarquer; la voie d'adoption reposera sans doute sur sa proposition de valeur et la confiance qu'elle suscite.

D'autres types d'initiatives innovantes dans le domaine des paiements ont fait leur apparition par le passé, avec plus ou moins de succès; mais à ce jour, aucune n'avait une portée et une transparence à la hauteur des ambitions du projet Libra. Aussi, comment la nouvelle proposition audacieuse de Libra se distingue-t-elle des autres au point d'en assurer la réussite à l'échelle mondiale? L'un des plus importants facteurs de différenciation, même si ce n'est pas le seul, c'est l'association Libra, soit l'organe de direction de l'initiative. En vertu de la charte de l'association Libra, signée le 14 octobre 2019, l'association gérera la réserve, en plus d'orienter la feuille de route technologique (au départ, un réseau de chaîne de blocs avec permission) sur laquelle ce nouvel actif numérique devrait être fondé⁷.

L'influence collective des membres de l'association devrait conférer à l'initiative Libra une envergure et une portée inédites; par ailleurs, l'excellent capital de marque et l'important engagement financier susciteront probablement la confiance des communautés d'utilisateurs⁸. Et la confiance compte pour beaucoup, car sans elle, les participants à l'initiative Libra ne sauraient tirer profit du nombre sans précédent de relations avec des clients, des marchands et des développeurs que les membres fondateurs entretiennent pour favoriser l'adoption. Autrement dit, l'envergure, la portée et les attributions ne suffiront pas à assurer l'adoption si la confiance envers l'association et ses membres n'est pas au rendez-vous.

Cela dit, la confiance envers les membres *individuels* de l'association Libra n'est qu'un premier pas. Parce que les membres de l'association seront appelés à changer avec le temps, cette confiance initiale devra évoluer en une confiance envers l'association en tant que collectif, puis envers la proposition de valeur et l'infrastructure du projet Libra. Pour que la confiance prenne tout son sens dans le contexte de Libra, l'association doit inévitablement passer par cette transformation. En définitive, la

proposition de valeur du projet Libra et la confiance envers cette proposition de valeur contribueront à déterminer la voie d'adoption de l'actif numérique Libra et le déploiement complet de l'infrastructure du projet.

Les membres initiaux de l'association Libra tireront également profit de leurs nombreuses relations au sein de l'écosystème, et sur des capacités supplémentaires qui pourraient entraîner de meilleurs résultats et une adoption plus rapide. Ceux-ci proviennent d'institutions diverses englobant un large éventail de secteurs d'activité, comme les télécommunications, les organismes sans but lucratif, les établissements d'enseignement, le capital-risque, les paiements, la chaîne de blocs, les technologies et les marchés. Ce réseau collaboratif élargi et mondial misera sur son influence et son expertise combinées au sein des groupes de marchands, d'utilisateurs et de développeurs, ce qui aidera l'écosystème Libra à surmonter les difficultés auxquelles il fera face, et ce, en transcendant les intérêts propres à un secteur particulier⁹.

On s'attend à ce que l'association Libra joue un rôle déterminant dans la mise en place et la gestion du réseau Libra, aujourd'hui, et lorsque la proposition de valeur du projet aura atteint un niveau d'adoption et de confiance généralisé. Et compte tenu de ce rôle déterminant, la stabilité et la cohésion des membres de l'association sont des facteurs primordiaux. À cette fin, plusieurs membres potentiels de l'association ont pris la décision de ne pas y adhérer. Cette décision était motivée, du moins en partie, par la vigilance réglementaire accrue à laquelle ils auraient été soumis en tant que membres de l'association Libra.

Pour assurer sa stabilité, l'association devrait envisager des moyens d'accélérer la croissance de sa base de membres pour être en mesure de relever différents défis. Elle devrait intervenir avec détermination, cohésion et un sentiment d'urgence pour résoudre les problèmes les plus pressants en vue de conserver ses membres actuels et d'en recruter d'autres.

Libra : un pont entre le passé et l'avenir

Le cadre de gouvernance Libra n'en est qu'à ses balbutiements; les efforts actuellement déployés témoignent d'une volonté d'établir une collaboration inclusive et transparente entre de nombreux territoires.

La figure 1 présente la façon dont l'actif numérique Libra se compare à d'autres systèmes monétaires en ce qui concerne la gouvernance, la transparence et la reddition de comptes. Comme l'illustre la figure 1 ci-dessous, le projet Libra est une démarche ambitieuse visant à établir une collaboration inclusive et transparente sous les auspices de l'association Libra.

L'association Libra est encore à un stade précoce, et le cadre de gouvernance Libra n'en est qu'à ses balbutiements. L'organe de direction nécessitera encore du temps avant d'évoluer et d'être reconnu.

Il existe des facteurs importants sur lesquels les participants directs et adjacents devront s'aligner et auxquels ils devront s'adapter avant que le réseau Libra puisse démarrer et progresser vers l'adoption.

Libra se définit comme un pont entre les systèmes financiers et monétaires existants – qui sont représentés par la devise de la Banque centrale comme le dollar américain, ou les systèmes confédérés tels que l'euro – et l'univers en pleine expansion des actifs numériques – qui se caractérise notamment par l'émergence du bitcoin et les cryptomonnaies stables adossées à une monnaie fiduciaire actuellement sur le marché.

Figure 1. Différences entre les systèmes monétaires : gouvernance, transparence et reddition de comptes

	Organe de direction	Transparence	Reddition de comptes
Devise de la Banque centrale (p. ex., le dollar américain)	Banque centrale – Réserve fédérale des États-Unis responsable de l'émission de devises fiduciaires, de la prise de décisions et des attributions; organe de direction fermé	Visibilité limitée de la prise de décisions et des risques par les parties externes	Les devises fiduciaires sont contrôlées par la Réserve en vue de soutenir la valeur de la devise
Euro	Banque centrale européenne responsable de la gouvernance de l'euro (émission de devises fiduciaires, la prise de décisions et attributions); organe de direction fermé	Visibilité limitée de la prise de décisions et des risques par les parties externes	Les devises fiduciaires sont contrôlées par la Banque centrale européenne en vue de soutenir la valeur de la devise
Libra	L'association Libra, par l'intermédiaire de son conseil d'administration et de ses membres, est responsable de la gouvernance, de la feuille de route et du contrôle transactionnel; la réserve se verrait confier le mandat limité et transparent de préservation de la valeur	Visibilité limitée de la prise de décisions par les parties externes qui ne sont pas membres de l'association	La reddition de comptes appartient à l'association Libra et devrait faire l'objet d'un niveau de vigilance réglementaire approprié qui cadre avec son mandat ainsi que la portée de ses activités et de ses risques
Cryptomonnaies stables à une monnaie fiduciaire	Gouvernance centralisée par la société émettrice, la quantité d'actifs numériques étant fondée sur le solde de devises fiduciaires dans les comptes de ses partenaires financiers	Visibilité limitée de la prise de décisions et des risques par les parties externes	La reddition de comptes appartient à la société émettrice
Bitcoin	Aucun propriétaire ni propriété publique; la gouvernance repose sur des règles de vérification et un organe de gouvernance ouvert; de nouveaux membres peuvent s'y joindre et devenir développeurs de bitcoins	Visibilité et influence totales à l'égard de la prise de décisions (les développeurs de bitcoin peuvent proposer, mettre en œuvre et déployer des changements)	Plateforme décentralisée – la reddition de comptes appartient au titulaire des bitcoins

Source : Étude de Deloitte

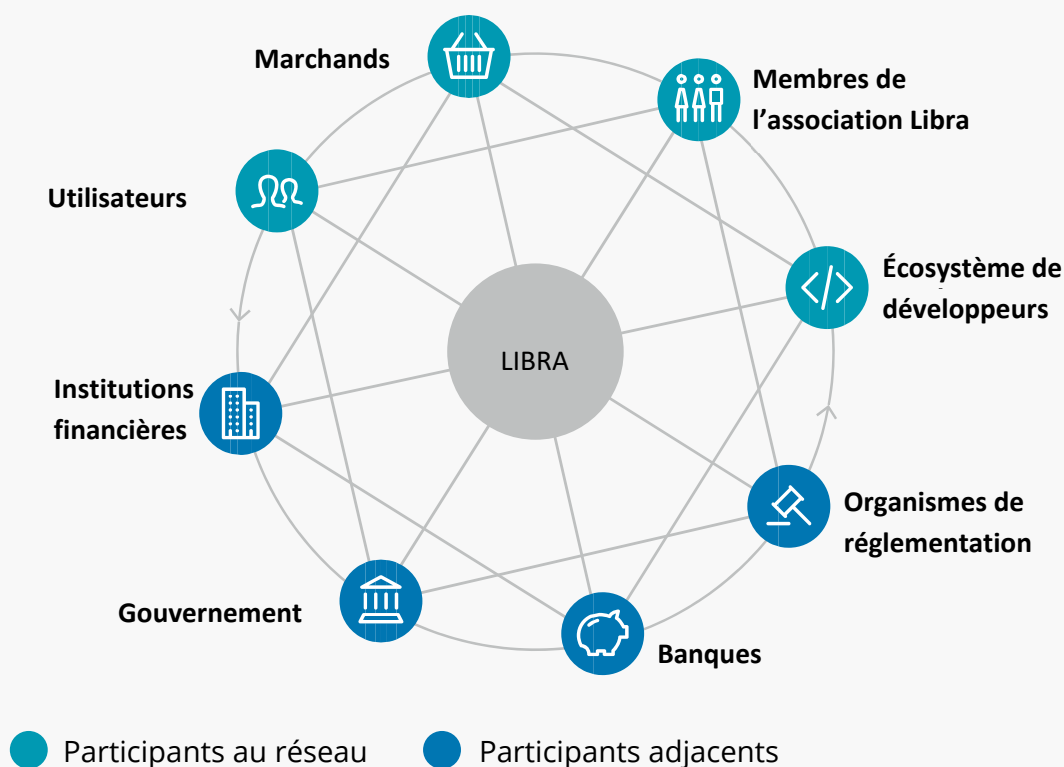
L'écosystème Libra

Nous venons d'effectuer un survol de l'association Libra et de son écosystème de relations. Mais ceux-ci s'inscrivent dans une vision beaucoup plus vaste. En effet, la réussite de l'initiative Libra repose sur un écosystème encore plus grand de parties prenantes, dont l'association Libra n'est qu'un des éléments, aussi important soit-il. L'écosystème élargi du projet Libra devrait inclure des intervenants qui pourraient jouer un rôle participatif dans les activités quotidiennes du réseau Libra, notamment l'association, les membres de l'association, les développeurs,

les marchands et les utilisateurs. D'autres acteurs, tels que les organismes de réglementation, les banques centrales et les sociétés de services financiers, joueraient également un rôle de premier plan dans la réussite à long terme de l'actif numérique Libra.

La figure 2 donne un aperçu du caractère collectif des participants au projet Libra lorsqu'ils travaillent ensemble.

Figure 2. Participants au projet Libra



Remarque : Le diagramme ci-dessus est représentatif de l'interconnectivité au sein de l'écosystème Libra. Il ne doit pas être considéré comme exhaustif.

Source : Étude de Deloitte

Libra : une plateforme d'innovation et un catalyseur de nouveaux modèles d'affaires

Le réseau Libra fournirait une **plateforme d'innovation**, en favorisant l'apparition de nouveaux modèles d'affaires et en créant des occasions pour les acteurs traditionnels et les nouveaux acteurs.

En supposant la conformité réglementaire, le pouvoir et la réussite durable du projet Libra dépendront vraisemblablement de l'acceptation de l'actif numérique en tant que moyen pratique de représenter et de transférer de la valeur parmi un large éventail de fournisseurs de biens et de services. Compte tenu de son cadre collaboratif aux fins de l'évolution de l'infrastructure financière, le projet Libra pourrait devenir une plateforme d'innovation et, ainsi, favoriser l'apparition de nouveaux modèles d'affaires et créer de nouvelles occasions pour les utilisateurs existants et potentiels, dans un contexte mondial et sans frontières.

Mouvement de fonds sans frontières

Dans le cadre du projet Libra proprement dit, l'innovation revêt plusieurs sens. Premièrement, l'infrastructure Libra pourrait jeter certaines des bases d'un système financier mondial moderne et unifié en réduisant grandement le temps et le coût associés aux transactions bancaires transfrontalières, tels que les paiements et les règlements internationaux, ainsi que les échanges de monnaies pour les particuliers, les sociétés et les institutions. Deuxièmement, l'initiative Libra vise fondamentalement à assurer une plus grande « fluidité » des mouvements de fonds à l'échelle mondiale, en partie grâce à l'attrait mondial qu'exercent de nos jours les réseaux sociaux et les applications de messagerie. La hausse des mouvements de fonds sans frontières s'inscrit également dans la mondialisation croissante de la main-d'œuvre et des ententes de travail¹⁰.

Au service des personnes mal servies

Dans le contexte de Libra, l'innovation se traduit aussi par l'inclusion financière. En fait, la proposition de valeur de Libra se veut autonome grâce à son réseau, sans nécessiter l'intégration à l'infrastructure financière traditionnelle. Ce genre d'autonomie et de facilité d'accès pourrait permettre à l'actif numérique Libra d'être plus accessible aux utilisateurs que les offres concurrentielles proposées par d'autres entreprises de technologies financières. Ce plus grand rayonnement pourrait profiter aux personnes qui bénéficient peu ou pas de services bancaires, et qui sont en marge des systèmes bancaires et économiques mondiaux. Le projet Libra pourrait faciliter la participation économique de ces gens en leur fournissant un cadre transparent et convivial, au sein duquel ils peuvent compenser leur manque d'accès aux services bancaires traditionnels, particulièrement si l'initiative Libra tient sa promesse de simplifier le processus d'identification visant la « connaissance du client » (CDC). La simplification du processus d'identification pourrait favoriser l'accès aux personnes mal servies, en plus d'assurer un rayonnement encore plus étendu, même au sein du milieu bancaire traditionnel.

Nouveaux modèles bancaires

Ce rayonnement en marge des systèmes bancaires et économiques mondiaux va au-delà de la main tendue aux collectivités qui n'ont pas accès à des services financiers. Cela suppose aussi de nouveaux modèles d'affaires découlant des transactions mondiales destinées non seulement à ceux qui sont mal servis, mais aussi aux participants traditionnels des systèmes bancaires et économiques mondiaux. Précisément, les aspects suivants doivent être pris en considération :

- L'approche simplifiée plus « fluide » et la nature programmatique du nouvel actif numérique rendraient possibles des transactions à faible valeur – ce que l'on appelle les micropaiements – grâce à la réforme des structures de coûts; la nature programmatique de l'actif numérique permet une intégration plus poussée au sein des actuels modèles d'affaires et des nouveaux, qui sont axés sur le numérique. Par exemple, une personne pourrait toucher une microrémunération pour des revenus publicitaires ou la diffusion de données.
- Par ailleurs, l'écosystème Libra comprend un vaste réseau étroitement intégré de participants et d'activités économiques reposant sur un ensemble étendu et bien connu de produits et de services de consommation. Les membres de ce réseau d'activités qui sont des fournisseurs de biens et de services pourraient être rémunérés en actif numérique Libra. Et grâce à la nature intégrée du réseau Libra et de son adoption possible à l'échelle mondiale, ces fournisseurs de biens et de services pourraient utiliser ces paiements au sein du réseau, sans avoir à recourir à l'infrastructure financière traditionnelle, par exemple leurs comptes bancaires conventionnels.

Toutes ces formes d'innovation pourraient contribuer à accroître l'autonomie du réseau Libra et entraîner son adoption.

Égalisation des chances

L'innovation peut aussi se manifester sous forme de transformation des rôles au sein d'un secteur ou d'un écosystème. Plus précisément, l'une des principales prémisses du concept d'actif numérique Libra est l'amélioration de l'accès et de la facilité d'utilisation et, ensuite, l'élimination de certains obstacles à une saine concurrence à l'égard des nouvelles occasions d'affaires. D'une part, l'abolition de ces obstacles risque de modifier l'ordre établi et « d'égaliser les chances » d'accès dans un secteur donné. Par exemple, dans le contexte de l'écosystème Libra, les nouvelles entreprises de technologies financières pourraient compter sur Libra pour s'imposer plus facilement qu'avant dans certains domaines d'activité, alors que par le passé, un tel accès à l'infrastructure financière des institutions aurait nécessité un investissement marqué de temps, d'efforts et de capital. Par conséquent, les nouveaux acteurs pourraient remplacer ceux qui sont déjà en place. Mais d'autre part, ces concurrents en place pourraient unir leurs efforts afin de créer de nouvelles gammes de services inédites et de former d'autres initiatives de concertation. Aussi, des entreprises de technologies financières pourraient utiliser le réseau Libra comme plateforme pour fournir de véritables services financiers, au même moment où des sociétés de services financiers traditionnelles pourraient adopter avec enthousiasme, individuellement ou sous forme d'alliances, l'actif numérique Libra pour créer une nouvelle gamme de produits. Ça aussi, c'est de l'innovation.

Grâce au projet Libra, ces innovations, entre autres, pourraient en fin de compte transformer de nombreux aspects de l'activité économique mondiale. Mais bien entendu, celles-ci ne se produiront pas en vase clos. Outre l'exécution technique, elles nécessiteront la convergence de plusieurs facteurs clés de réussite, notamment une gestion rigoureuse de la réserve pour conserver la valeur, ainsi que la transparence et la conformité réglementaires dans les différents territoires. À cette fin, il serait essentiel de veiller à ce que Libra soit conçue pour être complémentaire aux monnaies fiduciaires, de façon à ce que la réserve ne soit pas hostile aux politiques monétaires des banques centrales à l'échelle mondiale. Il faudra probablement aussi assurer la protection du consommateur – en adaptant effectivement un « ancien modèle » à la nouvelle réalité – pour inspirer la confiance des entreprises et des consommateurs.



Libra et la norme d'identité ouverte

Le projet Libra est aussi une **tentative** ambitieuse visant à instaurer une **norme ouverte harmonisée et décentralisée** pour mettre en place une identité numérique qui transcende les frontières; la gestion des risques et le respect des exigences réglementaires nécessiteront une diligence judicieuse.

L'initiative Libra se démarque par sa portée mondiale. Quoi qu'il en soit, l'association Libra pourrait réussir à s'aligner sur la conformité réglementaire nationale et internationale en soutenant la mise en place d'un système d'identité mondial ouvert, portable et décentralisé. Cette identité mondiale pourrait être obligatoire pour les types de transactions sans frontières et l'infrastructure de paiements ouverte que le projet Libra devrait offrir.

Alors que l'initiative d'identité ouverte est en cours en tant que telle depuis plusieurs années, et qu'un certain nombre d'entreprises et de gouvernements dans le monde explorent ce domaine, les efforts que déploie l'association Libra aux fins d'intégration aux systèmes d'identité nationaux pourraient accélérer l'adoption d'une identité ouverte et souveraine¹¹. En mettant en avant un actif numérique mondial et sans frontières, et en tirant profit de son accès aux utilisateurs existants parmi les membres, les plateformes et les produits de l'association, le projet Libra s'attend également à simplifier le processus de CDC pour les utilisateurs, ce qui contribuerait à combler le fossé entre les identités numériques et les identités sociales et physiques, qui se fusionneraient en une seule identité mondiale décentralisée et portable.

L'un des autres irritants qu'une solution d'identité ouverte de cette envergure pourrait contribuer à éliminer concerne la propriété et le contrôle des données personnelles. Actuellement, de nombreuses personnes ont du mal à contrôler la façon dont leurs données sont utilisées et diffusées à des tiers, ce qui les rend très vulnérables au vol d'identité. Une identité mondiale unique pourrait favoriser un degré plus élevé de « souveraineté » et de contrôle envers ses renseignements personnels et un accès plus limité par les systèmes de tiers, tout en atténuant les risques de surexposition de l'information et de vol d'identité.

Une identité mondiale favoriserait des transactions véritablement mondiales et sans frontières. Les transactions se passent entre des entités distinctes, qui doivent gérer des exigences disparates d'identité selon le territoire ainsi que des exigences réglementaires telles que le processus de CDC, les règlements sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement d'activités terroristes, ou les sanctions régionales et du point d'origine, qui aboutissent tous à des transactions complexes et risquent de créer de la ségrégation au sein du réseau, au fur et à mesure que des sous-réseaux apparaissent¹². Une entité mondiale largement reconnue contribuerait sans doute à atténuer ce problème.

Pour assurer la création de l'identité mondiale ouverte envisagée par le projet Libra, il faudrait mettre en place des normes mondiales qui transcendent les frontières et qui ne sont pas fondées sur une plateforme unique – des normes harmonisées, qui peuvent être appliquées rapidement et uniformément. Bien sûr, cette démarche nécessiterait une coopération diligente avec les parties prenantes directes et adjacentes, ce qui fait partie de la nature même de l'initiative Libra.

La réaction de Libra jusqu'à maintenant

Les efforts proactifs déployés par Libra pour assurer une vigilance réglementaire et politique ont suscité **une sensibilisation et une dynamique** sous forme de dialogue et d'opposition concernant le **rôle des actifs numériques** au sein de l'économie mondiale.

Normalement, la création d'un nouvel actif numérique inspire des discussions à propos de l'actif en soi. Mais la création de l'actif numérique proposée par le projet Libra a engendré des conversations qui vont plus loin que les avantages de l'actif numérique proprement dit, suscitant une sensibilisation et une dynamique sous forme de dialogue et d'opposition concernant le rôle des actifs numériques au sein de l'économie de façon plus générale. En fait, récemment, la dynamique des échanges a fait intervenir des membres individuels au-delà de l'association en soi et de Facebook, en plus des organismes de réglementation et des acteurs politiques, jetant les bases d'un dialogue entre trois parties.

Aux États-Unis, les réactions n'ont pas tardé, certaines étant propres à Libra et d'autres, plus élargies. Le président de la Réserve fédérale américaine, Jerome Powell, a affirmé que des représentants de Facebook ont rencontré des représentants de la Réserve fédérale et de ses homologues internationaux, qui ont reconnu à la fois les avantages et les risques qui découleraient de la nouvelle monnaie¹³. Toutefois, la présidente de la Commission des services financiers de la Chambre des représentants, Maxine Waters, a soulevé des inquiétudes plus vastes à propos des actifs numériques en général : « Les organismes de réglementation devraient prendre conscience du besoin de se pencher sérieusement sur les préoccupations relatives à la protection de la vie privée et la sécurité nationale, les cyberrisques et les risques commerciaux associés aux cryptomonnaies¹⁴. »

En outre, les représentants américains French Hill et Bill Foster ont carrément demandé à ce que la « Réserve fédérale américaine, en tant que banque centrale des États-Unis... crée une monnaie numérique nationale¹⁵. »

Les organismes de réglementation mondiaux ont presque tous abondé dans le même sens quant à la nécessité d'assurer une surveillance réglementaire rigoureuse énoncée par Mark Carney, gouverneur de la Banque d'Angleterre : « [L'actif numérique Libra] deviendra systémique sur-le-champ et devra faire l'objet des normes de réglementation les plus élevées qui soient. »¹⁶

Mais la réaction mondiale au projet Libra ne se borne pas à des paroles; elle comprend aussi des mesures concrètes. Par exemple, un groupe de travail sur les cryptomonnaies stables du G7 a été créé pour examiner la façon dont les banques centrales peuvent réglementer les actifs numériques, comme celui proposé par le projet Libra. Ce groupe de travail a récemment présenté ses conclusions dans un rapport¹⁷.

Et tout récemment, peut-être même pour la première fois, des sénateurs américains ont communiqué directement avec des membres potentiels de l'association Libra pour exprimer leurs inquiétudes à l'égard des « grandes questions qui demeurent sans réponse quant aux risques que présente le projet pour les consommateurs, les institutions financières réglementées et le système financier mondial ». Et dans une tentative manifeste de prévenir les membres potentiels provenant du domaine des paiements en particulier, les sénateurs ont ajouté : « Si vous allez de l'avant, attendez-vous à un niveau élevé de surveillance de la part des organismes de réglementation, non seulement pour les activités de paiement associées à Libra, mais pour toutes les activités de paiement¹⁸. » Il est fort possible que ces formes de communication directe aient contribué à alimenter la décision par plusieurs membres potentiels de l'association de finalement ne pas y adhérer.

Ces réactions immédiates, et probablement inédites, au projet Libra suggèrent une prise de conscience mondiale du rôle de plus en plus important que jouent les actifs numériques au sein de l'économie internationale en général et, plus précisément, du potentiel transformateur de l'infrastructure financière fondée sur Libra. Les parties prenantes, qu'elles soient directes ou adjacentes, expriment des préoccupations quant aux risques liés à l'autopréservation, en plus de définir les occasions.

Considérations relatives aux risques

Pour assurer la réussite du lancement, il reste beaucoup de travail à accomplir en ce qui concerne la gestion des risques et l'harmonisation à la réglementation.

Aucune initiative, quelle qu'elle soit – et à plus forte raison, une initiative aussi ambitieuse que le réseau de paiements mondial Libra et son actif numérique mondial –, ne peut se concrétiser sans la prise en considération des divers facteurs de risque. Pour assurer la réussite éventuelle du lancement et au-delà, il reste beaucoup de pain sur la planche en ce qui concerne la gestion de ces risques et l'harmonisation à la réglementation, de manière à refléter la nature mondiale et rassembleuse du projet Libra. S'il est pratiquement impossible de dresser une liste exhaustive des risques, il convient de prendre en considération un ensemble commun de facteurs de risques :

Réglementation

Si le projet Libra est à la hauteur des ambitions de ses fondateurs, il pourrait avoir une incidence transformatrice sur les services bancaires et les dépenses. Mais, le cas échéant, cela voudrait aussi dire que l'actif numérique Libra sera régi par un ensemble complet de cadres réglementaires à l'échelle nationale et internationale. Par exemple, Calibra, qui appartient à Facebook et qui est l'un des premiers portefeuilles numériques associés à l'actif numérique Libra, tente déjà d'obtenir une accréditation en tant que société de transfert de fonds auprès du *Financial Crimes Enforcement Network* des États-Unis, et l'association Libra devra se soumettre à d'autres formes de contrôles réglementaires¹⁹. Comme nous l'avons suggéré plus tôt, cette éventuelle vigilance réglementaire accrue pourrait avoir motivé la décision récente de membres potentiels de ne pas adhérer à l'association. En effet, les exigences réglementaires possibles imposées à l'ensemble de l'écosystème Libra semblent avoir des répercussions immenses. Tous ces risques réglementaires sont multipliés par la portée mondiale du réseau global Libra et le contexte en constante évolution de l'environnement réglementaire en général.

Utilisation à des fins criminelles

Le risque de vulnérabilité aux comportements illégaux n'est pas unique à l'initiative Libra; en effet, les utilisateurs de n'importe quel système au sein duquel une valeur est échangée, qu'il s'agisse ou non d'actifs numériques, doivent garder l'œil ouvert. Même si l'utilisation à des fins criminelles n'est pas exclusive à Libra, elle n'en demeure pas moins un enjeu pressant au fil de l'évolution de son réseau. Et si certaines activités illégales sont relativement évidentes par nature, d'autres pourraient relever de la négligence. Comme il a été mentionné, l'initiative Libra s'accompagnera sans doute d'un éventail complet d'exigences et de déclencheurs réglementaires. Des risques de non-conformité dans des aspects tels que le processus de CDC, les règlements sur la lutte contre le blanchiment d'argent par des tiers développeurs pourraient se manifester, que ces incidents soient intentionnels ou non. L'absence de directives normalisées ou de pouvoir d'exécution de la part de l'association Libra à l'égard de ces risques ou d'autres régimes réglementaires pourrait intensifier les difficultés.

Aspects financiers et économiques

Comme nous l'avons indiqué, l'initiative Libra a une portée mondiale et offre une accessibilité à des utilisateurs potentiels provenant d'un large éventail d'économies, et qui sont aux prises avec des incertitudes économiques locales. Aussi, le risque d'instabilité économique dans certains pays dont la monnaie est particulièrement volatile pourrait amener le public à convertir en Libra de larges sommes détenues en monnaie locale, entraînant ainsi la dépréciation des monnaies nationales et rendant encore plus tendue une situation déjà précaire. Dans le même ordre d'idées, la volatilité excessive de la valeur de l'actif numérique Libra, quelle que soit la raison, constitue une sorte de risque financier en ce sens que son pouvoir d'achat est plus incertain pour le consommateur.

Protection et confidentialité des renseignements des consommateurs

Pour réussir, le projet Libra doit obtenir et maintenir l'acceptation des consommateurs. Tout risque qui diminue l'acceptation des consommateurs menace d'affaiblir la viabilité à long terme de l'actif numérique Libra. On songe bien évidemment aux risques qui ont une incidence sur la protection et la vie privée des consommateurs, soit des questions qui sont au cœur des préoccupations pour tous les systèmes axés sur les consommateurs. L'un des risques dignes de mention à cet égard est l'absence de processus concernant le règlement des différends au niveau du réseau Libra. Il convient de souligner que certains fournisseurs de portefeuilles pourraient offrir le règlement de différends à leurs utilisateurs en plus des caractéristiques du réseau Libra. Un autre défi de taille pour gagner la confiance des consommateurs envers l'actif numérique Libra concerne le risque de fraude financière attribuable à la fuite de métadonnées transactionnelles et d'identités réelles.

Fiscalité

L'un des aspects liés à l'incertitude réglementaire concerne les politiques fiscales. Plus précisément, l'incertitude relative aux conséquences fiscales pour les utilisateurs serait en fonction des régions et des cas d'utilisation. Au-delà des utilisateurs, elle toucherait également les marchands sur le plan de l'acceptabilité des paiements pour les membres de l'association Libra en ce qui a trait à leur participation à la réserve Libra. Ces aspects fiscaux pourraient nuire à l'adoption par le grand public de l'actif numérique Libra.

Gouvernance

L'organe de direction du projet – l'association Libra – est composé de différentes organisations ayant leur propre ensemble de priorités stratégiques et leur propre identité culturelle. Même si bon nombre d'entre elles ont la volonté de gérer l'initiative Libra de manière cohésive et unifiée, elles ne pourront jamais agir au même titre qu'une autorité monétaire centralisée et contrôlée par le gouvernement. Voilà où réside le risque que la gestion de l'association Libra et de sa réserve puisse être influencée dans une certaine mesure par les intérêts particuliers des membres individuels de l'association. L'association Libra atténue certains de ces risques en tentant d'obtenir une autorisation pour l'exploitation d'un système de paiement de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA) de la Suisse²⁰.

Technologies

Force est d'admettre que le projet Libra et son actif numérique en sont encore à leurs débuts. À un stade de développement aussi précoce, il convient de souligner le risque important de

vulnérabilités associées aux technologies, telles que le code qui sous-tend l'infrastructure. D'autres vulnérabilités technologiques pourraient être liées aux tiers développeurs, aux plateformes et aux applications qui soutiennent l'infrastructure Libra et y sont interconnectées, notamment les fournisseurs de portefeuilles, ce qui pourrait entraîner une série de problèmes de sécurité.

Ces facteurs de risque, entre autres, sont des défis que l'association Libra devra relever au fil du temps. Étant donné l'envergure et la nature de l'innovation proposée par Libra, la portée de sa compétence réglementaire et le niveau de surveillance réglementaire qui s'impose pour les types de risques que Libra pourrait présenter restent à définir. En effet, à ce moment-ci, aucun organisme de réglementation n'est investi de ce mandat à l'échelle mondiale. Quoi qu'il en soit, pour l'association Libra, ces défis s'accompagnent d'occasions d'échanger avec des organismes financiers et de réglementation du monde entier sur la nécessité de moderniser l'infrastructure financière existante.

Les prochaines étapes

Le projet Libra augmentera l'importance des actifs numériques et les participants à cet écosystème pourraient avoir l'occasion unique de façonner l'avenir du projet grâce à leurs conversations et à leurs réactions. Cependant, ce projet est plus abstrait que concret pour le moment. Nous croyons qu'il faudra un certain temps avant qu'il ne réalise tout son potentiel. En outre, il va sans dire qu'à mesure que les gens et les organisations évalueront le potentiel du projet Libra et son incidence sur l'écosystème, des questions clés persisteront, y compris des questions de nature générale ou déterminante, par exemple « Le projet Libra aura-t-il le succès prévu? » ou « Combien de temps faudra-t-il pour terminer ce projet? »

Mais au-delà de ces questions, entre autres enjeux importants pour la réussite de l'initiative Libra, les membres de l'écosystème mondial Libra devront s'attarder aux questions qui les interpellent davantage par rapport à leurs rôles respectifs au quotidien : des questions qui concernent non seulement les risques que le projet Libra présente pour eux, mais aussi les occasions potentielles qu'il pourrait leur offrir. La figure 3 ci-dessous comporte des exemples de questions sur les risques et les occasions de l'écosystème Libra pour les participants directs et connexes.

Ce ne sont que des questions types. La mise en œuvre d'une initiative aussi ambitieuse et étendue que le projet Libra nécessiterait la résolution de toute une panoplie de questions plus ou moins pointues, et qui sont beaucoup trop nombreuses pour être répertoriées ici. D'ailleurs, la vision initiale du projet Libra a déjà progressé dans un effort visant à résoudre certaines de ces questions, ainsi qu'en réaction à l'opposition soulevée par les clients, les organismes de réglementation et les décideurs. Il ne fait aucun doute que l'initiative Libra et son actif numérique, une fois mis sur pied, continueront d'évoluer à mesure que le projet Libra s'implantera au sein de l'infrastructure financière existante et du cadre de contrôle mondial. Seul le temps nous le dira.

Tout projet qui a pour but de perturber le statu quo et, potentiellement, d'accroître la concurrence et les options offertes aux consommateurs *devrait* être difficile à exécuter et à déployer à grande échelle dans un contexte mondial. C'est un phénomène auquel nous assistons déjà lorsque quelque chose de nouveau vient bouleverser les façons de penser et les pratiques actuelles. On s'attend à ce que l'initiative Libra suive un parcours semblable, alors qu'elle passera de l'étape de l'idée à celle d'une promesse entièrement réalisée.

Figure 3. Les questions que les parties prenantes de l'écosystème Libra doivent se poser à propos des risques et des occasions.

	Risque	Occasion
Membres de l'association Libra	Quelles sont les conséquences liées à la conformité réglementaire de mon entreprise, et quels sont les risques financiers et d'atteinte à la réputation associés à l'adhésion à l'association Libra?	Comment pouvons-nous prendre part à l'évolution de l'infrastructure financière et stimuler l'innovation à l'échelle mondiale?
Marchands	L'infrastructure financière axée sur Libra serait-elle sécurisée et rentable, et fournirait-elle suffisamment de liquidités pour que je puisse m'acquitter de mes obligations financières?	Le projet Libra et son actif numérique me permettraient-ils de simplifier la gestion financière, de renforcer les relations clients, de réduire les coûts d'exploitation et d'améliorer l'efficacité des chaînes d'approvisionnement mondiales?
Utilisateurs	Dans quelle mesure l'infrastructure axée sur Libra serait-elle protégée, et comment ma confidentialité sera-t-elle assurée?	Comment pouvons-nous intervenir pour veiller à ce qu'il y ait un équilibre entre nos intérêts et ceux d'une entité unique?
Sociétés de services financiers	Quelle est l'incidence de l'infrastructure financière du projet Libra sur les modèles d'affaires existants et les attentes des clients? Cela mènera-t-il à la désintermédiation des points d'interaction avec les clients et menacera-t-il la mise en commun des revenus?	Puis-je créer, dans l'infrastructure Libra, des produits et des services qui créent de la valeur pour mes clients, tout en assurant la sécurité et la rigueur de notre infrastructure du marché financier?
Administrations publiques	Le modèle proposé par l'association Libra menace-t-il la stabilité de l'infrastructure économique nationale pour les entreprises aussi bien que pour les citoyens?	Y a-t-il des possibilités de croissance économique et d'emploi?
Banques centrales	Quelles conséquences l'infrastructure axée sur l'actif numérique aurait-elle sur la politique monétaire souveraine de chaque pays? Quels sont les risques systémiques associés à l'évolution de Libra?	Comment pouvons-nous façonner les types d'actif numérique utilisés dans l'infrastructure financière proposée afin de soutenir une économie mondiale diversifiée et multipolaire?
Organismes de réglementation	Comment l'association Libra assurerait-elle le respect des contrôles propres aux pays (financiers, protection du consommateur, CDC, lutte contre le blanchiment d'argent) au sein d'une infrastructure connectée à l'échelle mondiale?	Comment pouvons-nous tirer parti des caractéristiques transformatrices d'une infrastructure axée sur un actif numérique pour redéfinir nos cadres de contrôle et améliorer l'intégrité financière?

Auteurs et remerciements

Les équipes de direction et de rédaction du document intitulé Libra : Façonner l'évolution de l'infrastructure financière sont composées des personnes suivantes :

Équipe de direction

Linda Pawczuk

Leader mondiale et des États-Unis de la Consultation, Chaîne de blocs
Deloitte Consulting LLP

Soumak Chatterjee

Leader national, Paiements et chaîne de blocs Deloitte
Canada

Laurent Féral-Pierssens

Leader, Chaîne de blocs et actifs numériques
Deloitte Canada

Vikas Singla

Leader, Chaîne de blocs
Deloitte Canada

Équipe de rédaction

Jonathan M. Holdowsky

Deloitte Services LP

Aureen Mandal

Deloitte Canada

Michael Severin

Deloitte Consulting LLP

Amin Bensadok

Deloitte Canada

Imran Khan

Deloitte Canada

Kshitish Balhotra

Deloitte Canada

Utsavi Pathak

Deloitte Canada

Jordan Eng

Deloitte Canada

Les équipes de direction et de rédaction souhaitent exprimer leur gratitude envers les professionnels qui ont offert leurs perspectives utiles, entre autres, par ordre alphabétique :

Jacob Boersma

Deloitte Pays-Bas

Christopher Brodersen

Deloitte Consulting LLP

Yang Chu

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Laurent Collet

Deloitte Luxembourg

Konrad Lemanczyk

Deloitte Pays-Bas

Robert Massey

Deloitte Tax LLP

Dan Mendes

Deloitte Tax LLP

Richard Miller

Deloitte Australie

Prakash Santhana

Deloitte DTBA

Paul Sin, Ph.D.

Deloitte Consulting, Chine

Tyler Welmans

Deloitte Royaume-Uni

Notes de fin

1. Association Libra, « Présentation de Libra : une devise et une infrastructure financière mondiales simples pouvant être mises au service de milliards de personnes », 18 juin 2019, https://libra.org/fr-FR/wp-content/uploads/sites/13/2019/06/IntroducingLibra_fr_FR.pdf.
2. « What is the Fed? », Federal Reserve Bank of San Francisco, <https://www.frbsf.org/education/teacher-resources/what-is-the-fed/history>, consulté en décembre 2019.
3. Christian Edelman et Patrick Hunt, « How the Great Recession changed banking », *Harvard Business Review*, 31 octobre 2017, <https://hbr.org/2017/10/how-the-great-recession-changed-banking>.
4. Association Libra, *Une introduction à Libra*, 23 juin 2019, https://libra.org/fr-FR/wp-content/uploads/sites/13/2019/06/LibraWhitePaper_fr_FR.pdf [LibraWhitePaper_en_US.pdf](https://libra.org/fr-FR/wp-content/uploads/sites/13/2019/06/LibraWhitePaper_en_US.pdf); Hearing before the United States Senate Committee on Banking, Housing, and Urban Affairs: Testimony of David Marcus, 16 juillet 2019, <https://www.banking.senate.gov/imo/media/doc/Marcus%20Testimony%207-16-19.pdf>.
5. Andrea Shalal, « Facebook open to currency-pegged stablecoins for Libra project », Reuters, 20 octobre 2019, <https://lfpres.com/pmn/ business-pmn/facebook-open-to-currency-pegged-stablecoins-for-libra-project/wcm/167954a7-7ce1-42e3-a66c-438af4d2ba1e>.
6. Audience devant la Commission des services financiers de la Chambre des représentants : témoignage de Mark Zuckerberg, 23 octobre 2019, <https://docs.house.gov/meetings/BA/BA00/20191023/110136/HHRG-116-BA00-Wstate-ZuckerbergM-20191023-U1.pdf>.
7. Libra Association, *Libra Association Fact Sheet*, 14 octobre 2019, <https://libra.org/wp-content/uploads/2019/10/Fact-Sheet.pdf>.
8. L'association Libra cite un total de 21 membres initiaux au 14 octobre 2019 – date de signature de la charte – et un objectif de 100 membres d'ici le lancement. Comme l'association l'a indiqué dans de récentes déclarations, 1 500 organisations ont manifesté leur intérêt d'y adhérer, et l'association se préparera à accueillir la prochaine série de membres en 2020.
9. Association Libra, *Une introduction à Libra*.
10. Erica Volini et al., *Leading the social enterprise: Reinvent with a human focus*, Deloitte Insights, 2019, <https://www2.deloitte.com/content/dam/Deloitte/cz/Documents/human-capital/cz-hc-trends-reinvent-with-human-focus.pdf>.
11. Association Libra, *Une introduction à Libra*, 23 juin 2019. (« L'association a également pour objectif de développer et de promouvoir une norme d'identité ouverte. Nous sommes convaincus qu'une identité numérique décentralisée et portable est une condition essentielle de l'inclusion financière et de la concurrence. »)
12. CDC, ou « connaissance du client », est un processus que les banques et les autres sociétés de services financiers utilisent pour établir la véritable identité de leurs clients. La lutte contre le blanchiment d'argent est un terme couramment utilisé de façon générale pour désigner les processus que les sociétés de services financiers utilisent pour détecter des opérations de blanchiment d'argent. La lutte contre le financement d'activités terroristes fait référence au cadre législatif qui vise à lutter contre le financement du terrorisme à l'échelle mondiale.
13. « Global regulators and politicians react to Facebook's Libra cryptocurrency initiative », The Block, 20 juin 2019, <https://www.theblockcrypto.com/post/28280/global-regulators-and-politicians-react-to-facebooks-libra-cryptocurrency-initiative>.
14. Ibid.
15. Nikhilesh De, « US lawmakers ask Fed to consider developing 'national digital currency' », Coindesk.com, 2 octobre 2019, <https://www.coindesk.com/us-congressmen-ask-fed-to-consider-developing-national-digital-currency>.
16. Edward Helmore, « Facebook's Libra cryptocurrency faces questions from international regulators », *Guardian*, 25 juin 2019, <https://www.theguardian.com/technology/2019/jun/25/facebook-libra-cryptocurrency-regulation>.
17. Comité sur les paiements et les infrastructures de marché de la Banque des règlements internationaux, *Investigating the impact of global stablecoins : rapport du groupe de travail du G7 sur les cryptomonnaies stables*, octobre 2019, <https://www.bis.org/cpmi/publ/d187.pdf>.
18. Bureau du sénateur américain Sherrod Brown, « Brown, Schatz warn payments providers of risks with Libra Association », 8 octobre 2019, <https://www.brown.senate.gov/newsroom/press/release/brown-schatz-warn-payments-providers-of-risks-with-libra-association>.
19. Yogita Khatri, « Facebook announces its crypto subsidiary Calibra is registered with US FinCEN », The Block, 18 juin 2019, <https://www.theblockcrypto.com/linkedin/27874/facebook-announces-its-crypto-subsiary-calibra-is-registered-with-us-fincen>.
20. Elizabeth Schulze, « The group overseeing Facebook's libra cryptocurrency will apply for a payments license in Switzerland », CNBC.com, 11 septembre 2019, <https://www.cnbc.com/2019/09/11/libra-association-to-apply-for-payments-license-in-switzerland.html>.



À propos de Deloitte

Deloitte désigne une ou plusieurs entités parmi Deloitte Touche Tohmatsu Limited (« DTTL »), ainsi que son réseau mondial de cabinets membres et ses entités liées. DTTL (appelé également « Deloitte mondial ») ainsi que chacun de ses cabinets membres constituent une entité juridique distincte et indépendante. DTTL n'offre aucun service aux clients. Pour obtenir une description détaillée de notre réseau mondial de cabinets membres, voir www.deloitte.com/ca/apropos.

Deloitte offre des services dans les domaines de l'audit et de la certification, de la consultation, des conseils financiers, des conseils en gestion des risques, de la fiscalité et d'autres services connexes à de nombreuses sociétés ouvertes et fermées dans de nombreux secteurs. Notre réseau mondial de cabinets membres dans plus de 150 pays et territoires sert quatre entreprises sur cinq du palmarès Fortune Global 500^{MD}. Pour en apprendre davantage sur la façon dont les quelque 286 000 professionnels de Deloitte ont une influence marquante, voir www.deloitte.com.

Les renseignements contenus dans la présente publication sont d'ordre général. Deloitte Touche Tohmatsu Limited, ses cabinets membres et leurs sociétés affiliées (collectivement, le « réseau de Deloitte ») ne fournissent aucun conseil ou service professionnel au moyen de la présente publication. Avant de prendre des décisions ou des mesures qui peuvent avoir une incidence sur votre entreprise ou sur vos finances, vous devriez consulter un conseiller professionnel reconnu. Aucune entité du réseau de Deloitte ne pourra être tenue responsable à l'égard de toute perte que pourrait subir une personne qui se fie à cette publication.